



## Syrie / Astana : Qui participera et dans quel but?

Par [Mouna Alno-Nakhal](#)

Mondialisation.ca, 17 janvier 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),  
[Russie et CEI](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),  
[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

L'accord tripartite conclu entre la Russie, l'Iran et la Turquie ayant abouti au plan de cessation des hostilités garanti par la Russie et la Turquie, entré en vigueur le 29 décembre 2016 à minuit, adopté à l'unanimité par le Conseil de sécurité sous la résolution 2336 du 31 décembre, n'a pas empêché l'escalade des attaques terroristes sur l'ensemble du territoire syrien. Comme si chacun des pays souteneur de la guerre « sur » la Syrie, par le biais du terrorisme international, tenait à rappeler qu'il réclamait sa place à la table des négociations et, surtout, sa part du butin avant la prochaine réunion à Astana fixée au 23 janvier.

Certes, les Nations Unies ont fini par parler de « crime de guerre » commis par on-ne-sait-qui comme l'a prétendu M. Jan Egeland, chef du groupe de travail de l'ONU sur l'aide humanitaire en Syrie, devant plus de 5,5 millions d'âmes privées d'eau à Damas, 6 millions disent certains, du fait de l'afflux des déplacés vers la capitale, plus sûre.

Bientôt six ans de destructions, de malheurs, de froid, d'obscurité, de déchirures, de sanctions, dans pratiquement toutes les régions du pays et on-ne-sait-qui commet des crimes de guerre, malgré les preuves qui s'accumulent. En revanche, nul besoin de preuves pour accuser le gouvernement syrien, quand ce n'est pas la Russie, le Hezbollah, l'Iran ou l'Armée syrienne qui tue les siens ?

Une armée syrienne que l'administration US sortante s'est empressée de classer, ce 12 janvier, sur la liste noire de l'OFAC [Office of Foreign Assets Control] pour utilisation d'armes chimiques, toujours sans preuves, sinon le monde entier le saurait, avec des sanctions ministérielles à la pelle portant sur 18 officiers supérieurs, dont le Colonel Souheil Hassan al-Hassan [1], héros national surnommé le « Tigre » par le peuple syrien, et les agences des Forces de l'air, des Forces de défense aérienne, de l'Armée syrienne, des Forces navales et de la Garde républicaine !

Ceci, alors que les chefs de groupes terroristes armés, tels Ahrar al-Cham, Jaïch al-Islam, Harakat Nour al-Din al-Zenki, Brigade Sultan Mourad, etc. se préparent à se diriger vers Astana.

### QUI SONT LES PARTICIPANTS ?

Le 14 janvier, Russia Today précisait que des sources moscovites avaient informé la presse que « les discussions concernant les participants à la réunion d'Astana étaient en cours et que toute information à ce sujet devait passer par une déclaration commune à la Russie, l'Iran et la Turquie ». Ceci, suite aux déclarations du ministre turc des Affaires étrangères,

Mouloud Jawich Oglou, disant que Moscou et Ankara avaient décidé d'inviter les États-Unis, alors que le Département d'État américain avait déclaré la veille ne pas avoir reçu d'invitation officielle [2].

Le lendemain, 15 janvier, le bruit a couru que l'administration Trump avait reçu une invitation de la part de Moscou. L'ex-ministre et ambassadeur syrien, Mahdi Dakhlallah, interrogé à ce sujet par la chaîne Al-Ikhbariya [6] a répondu que logiquement, une invitation « officielle » de la part de Moscou n'était possible qu'à partir du moment où M. Trump était investi dans ses fonctions, ce qui n'exclut pas que des contacts téléphoniques aient eu lieu entre MM. Trump et Poutine.

Le 12 janvier, dans un article de M. Firas al-Choufi intitulé « La délégation d'Ankara à Astana : une hégémonie des Frères ! », le quotidien libanais Al-Akhbar publiait une liste de 44 noms qui aurait été proposée par la Turquie. Une liste qui révèle une nette prédominance des chefs de factions militaires reconnus comme partisans des Frères Musulmans et de l'AKP [le parti turc au pouvoir], avec une quasi-exclusion des chefs de factions dépendant de l'Arabie saoudite [3].

Parmi les participants, nous notons : Moaz al-Khatib et Anis al-Abda, respectivement ex et actuel chefs de ladite « Coalition Nationale Syrienne » [CNS] ; Burhan Ghalioun, ex-chef du Comité National Syrien devenu CNS sous la présidence de Moaz Khatib ; Mohammad Allouche, membre du bureau politique de Jaïch al-Islam et donc homme de main des Saoudiens [4] ; autant de noms sympathiques aux oreilles des Français puisqu'ils ont été accueillis, à tour de rôle, sous les ors de la République en tant que représentants du peuple syrien qu'ils ont massacré pour les avoir rejetés. Ce qui est étrange est l'absence de représentants de « Armée Syrienne Libre » [ASL], le seul délégué qui pourrait en faire partie étant étiqueté « armée libre de Idleb ». Comme quoi l'ASL est aussi l'armée d'Erdogan, une bannière dont il couvre tantôt Daech, tantôt al-Nosra ou d'autres factions et qui ressurgira probablement quelque part.

L'auteur conclut que cette liste, plus les combats en cours à Al-Bab, [important fief de Daech au nord de la Syrie] éclairent les ambitions cachées derrière l'engagement de la Turquie dans la recherche d'une solution en Syrie :

- Un bénéfice politique en travaillant à incorporer les Frères Musulmans dans l'État syrien comme le clame Labib al-Nahas, le chef du bureau politique de « Ahrar al-Cham » figurant sur la liste de la délégation à Astana.
- Un bénéfice géographique en utilisant l'« Opération Bouclier de l'Euphrate » [ayant abouti à envahir le nord de la Syrie, dont Jarablus sous prétexte d'en chasser Daech, mais qui n'a fait que le remplacer sans un seul coup de feu] afin d'imposer un canton contrôlé par les Frères Musulmans, lesquels remplaceraient les combattants de Daech à Al-Bab. Témoin en serait la récente déclaration d'Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de Daech, traitant les Frères Musulmans de « Frères du Diable » et appelant ses partisans à mener des attaques en Turquie de peur qu'elle ne procède de la sorte non seulement en Syrie, mais dans toute la région.
- Pression sur les États-Unis pour qu'ils cessent de soutenir les Kurdes.

Ce qui pose la question du retournement de la Turquie, lequel « n'est et ne sera pas complet » selon M. Issam Nouman, ex ministre libanais, [5]. Dans son article du 9 janvier, Erdogan joue sur plusieurs tableaux à la fois :

- Au nord de la Syrie : il aurait accordé à Poutine la sortie du Front al-Nosra d'Alep, mais voudrait être payé en retour par la non participation des Kurdes syriens aux négociations d'Astana.
- A sud de la Syrie : il aurait suggéré à ses amis de la prétendue opposition syrienne modérée de publier un communiqué affirmant que les groupes armés sévissant à Wadi Barada faisaient partie de l'ASL qui a signé l'accord tripartite, non du Front al-Nosra qui en est exclu. Ce faisant, il espérait que Damas, obligé de réagir, serait accusé d'avoir rompu l'accord en bombardant la prétendue ASL à Wadi Barada et, du même coup, d'avoir détruit les installations d'Ain al-Fijeh, coupant l'eau et assoiffant Damas. Mais il n'avait pas prévu que le Front al-Nosra publierait un démenti affirmant, par un communiqué, qu'il était bel et bien présent à Wadi Barada et contrôlait la source d'Ain al-Fijeh. Une information qui aura certainement échappé à M. Jan Egeland.

#### DANS QUEL BUT ?

Question posée à M. Mahdi Dakhllah, ce 15 janvier, par la journaliste de la chaîne Al-Ikhbariya qui demandait à savoir à quoi pouvaient s'attendre les Syriens de cette réunion d'Astana où la Turquie devenait garante de la cessation des hostilités, alors qu'une escalade des actions terroristes était incontestable sur tous les fronts et que les précédents accords russo-américains n'avaient pas été respectés [6]. Nous résumons ses explications comme suit :

En septembre 2016, MM. Kerry et Lavrov étaient arrivés à un accord intitulé : « Terms of Reference for the Joint Implementation Group ». Un accord qui établit, entre autre, un Centre d'information conjoint [JIC] où les experts militaires russes et américains devaient notamment travailler ensemble pour identifier les groupes terroristes et coordonner leurs frappes.

[NB : Ici, nous ouvrons une parenthèse pour rappeler que les USA avaient témoigné une certaine réticence à publier l'accord Kerry-Lavrov dans sa version intégrale, amenant Moscou à demander instamment à Washington de rendre publique la totalité des documents [7]. Nous n'avons pas trouvé le texte sur les sites officiels consultés. Voici un extrait du texte publié sous un lien du Washington Post :

« The purpose of the JIG is to enable expanded coordination between the United States and the Russian Federation beyond the established safety of flight procedures. The participants, through the JIG, are to work together to defeat Jabhat al Nusra and Daesh within the context of strengthening the Cessation of Hostilities (CoH) and supporting the political transition process outlined in UNSCR 2254. The United States and the Russian Federation, hereafter referred to as « the participants », intend to act in accordance with these terms of reference. Unless otherwise stated, the participants will conduct their efforts through the JIG » [8]].

Et M. Dakhllah poursuit : l'objectif du JIG devait permettre une coordination élargie entre

les États-Unis et la Fédération de Russie au-delà des procédures de sécurité établies pour l'aviation, les participants à cet accord devant travailler, par le biais du JIG, à la défaite de Jabhat al Nusra et de Daech dans le cadre du renforcement de la Cessation des Hostilités et soutenir le processus de transition politique tel que décrit par la résolution 2254. Les États-Unis et la Fédération de Russie, en tant que « participants », entendent agir conformément à ces conditions et mèneront leurs efforts à travers le JIG.

Un accord qui n'a pas été respecté du côté américain, John Kerry ayant reconnu que c'est l'opposition du Pentagone, et notamment du ministre de la Défense Ashton Carter qui l'a fait voler en éclats [9], notamment par la prétendue bavure du 17 septembre sur les positions de l'Armée syrienne à Deir el-Zor.

Or, c'est justement cette mésentente au sein même des institutions US et la période de transition présidentielle qui ne s'achèvera que le 20 janvier, qui ont fait que le « drapeau » a été remis à la Turquie, afin qu'elle poursuive les négociations avec la Russie, sur les mêmes conditions ou « termes de référence » du JIC, plus trois autres conditions :

- la Turquie s'engage à combattre le Front al-Nosra,
- les États qui souhaitent combattre le terrorisme doivent le faire en coordination avec l'Armée syrienne,
- le combat contre le terrorisme est la priorité des priorités.

Naturellement, c'est à contrecœur que la Turquie a dû accepter ce transfert parce qu'elle vit une grave crise interne, que le terrorisme la frappe à son tour, et qu'elle n'est plus aujourd'hui aussi solide qu'en 2012/2013. Il n'empêche que par cet accord tripartite, elle s'engage, pour la première fois, à combattre le Front al-Nosra et c'est le point le plus important, étant donné que le monde entier s'accorde pour combattre Daech. Ajoutez à cela que cet accord ouvre des perspectives qui ne se résument pas à la Syrie, mais concerne aussi la Russie, la Crimée, la Géorgie, l'Arménie, etc.

Par conséquent, la vraie bataille aujourd'hui consiste à amener la Turquie à tenir cet engagement, à fermer ses frontières aux terroristes venus du monde entier, et à l'impliquer dans une solution qui prolonge la cessation des hostilités, afin que nous puissions, nous Syriens et nos alliés, nous consacrer à combattre le Front al-Nosra et Daech à la fois. Ce n'est donc pas « la solution politique », laquelle revient au dialogue entre Syriens dans de futures étapes, mais une solution sur le terrain militaire.

En effet, les 13 factions armées, qui ont signé l'accord tripartite et dont les représentants sont censés se rendre à Astana, sont à 90% d'obéissance turque. Autrement dit, en pratique, les vraies négociations auront lieu avec la Turquie, les factions armées n'étant qu'une façade. Et, nonobstant les déclarations tonitruantes des uns et des autres, ils ont signé et donc accepté la priorité de la lutte contre le terrorisme, l'État syrien étant le partenaire essentiel dans cette lutte. C'est le but.

Si ce but est atteint, le premier point de la première étape de la solution lancée par le Président Bachar al-Assad le 6 janvier 2013 [10], sera concrétisé :

« Les États concernés, régionaux et internationaux, s'engagent à cesser de financer, armer, et héberger les combattants armés ; parallèlement à l'arrêt des opérations terroristes de ces derniers. Ceci, facilitera le retour des Syriens déplacés vers les lieux de leur résidence d'origine, dans le calme et la sécurité.

Ce n'est qu'ensuite que nos forces armées mettront fin à leurs opérations militaires, tout en se réservant le droit de riposter au cas où la sécurité de la patrie, des citoyens, des entreprises publiques et privées, serait menacée de n'importe quelle attaque ».

Car en pratique, les « États concernés... » passent par la Turquie. Ensuite, il faudra concrétiser le deuxième point de cette première étape :

« Trouver une procédure pour s'assurer que toutes les parties respectent le précédent engagement avec, en particulier, le contrôle des frontières ».

Par conséquent, si les trois conditions supplémentaires à l'accord Kerry-Lavrov citées plus haut sont réunies, cela signifiera que notre combat contre le terrorisme est devenu une priorité pour tout le monde et bénéficiera d'une couverture internationale. C'est sur ces points là que la Russie concentre ses efforts dans ses discussions avec la Turquie, la Syrie étant présente à travers l'Iran et la Russie.

Mais le problème le plus important des discussions entre la Russie et la Turquie est : que faire des centaines de milliers de terroristes étrangers présents en Syrie ? Où iront-ils ? La Tunisie ne veut pas de ses terroristes et se prépare à les sanctionner [11]. Le même problème se pose à la Russie avec les Tchétchènes, à la Chine avec les Ouïghours, à l'Égypte, etc.

Certes, la trêve appliquée à certaines régions, du fait de cet accord, pourrait permettre aux groupes armés autres que Daech et le Front al-Nosra de se renforcer, mais ce sont tous des petits groupes de mercenaires à la solde de la Turquie, de l'Arabie saoudite, et d'autres pays, dont la politique étrangère est dictée par Washington.

Ce ne sont que des mots, me direz-vous, mais les mots préparent souvent les actions. Pour exemple : la cellule MOM de soutien aux terroristes à Antakya est toujours opérationnelle et la base d'Al-Othmaniya aussi. C'est pourquoi, nous attendons des actes et non des paroles.

Et puis ce 16 janvier, M. Nasser Kandil, rédacteur en chef du quotidien Al-Binaa, est revenu sur ce sujet dans son émission bihebdomadaire de 60 minutes [12]. Il est d'accord avec M. Dakhllallah sur le fait que les négociations auront lieu avec la Turquie derrière une façade syrienne.

Mais, pour lui, il est clair que la Turquie n'optera pas pour un camp ou l'autre à Astana, étant donné que depuis l'annonce de la cessation des hostilités, elle tente de se soustraire à ses engagements en lançant des accusations contre l'Iran et le Hezbollah.

Astana n'est qu'une étape qui lui permettrait de poursuivre deux objectifs. D'une part, elle contente l'Arabie saoudite, Israël et son nouveau président Trump. D'autre part, elle se garde de perdre la coopération de la Russie, dans la mesure où cela convient à Trump et lui réserve une place à la table des négociations, à laquelle l'Arabie saoudite et Israël ne sont pas conviés.



Le succès de la Russie à Astana serait dangereux pour la Turquie, car il l'oblige à définitivement abandonner le Front al-Nosra et ceux qui le soutiennent, ce qui mènerait à un gouvernement d'union nationale en Syrie et des élections qui écarteraient ses inféodés.

Elle ne prendra donc pas de risques en tranchant pour un camp ou l'autre car ses deux problèmes principaux sont entre les mains des États-Unis, non de la Russie ou de l'Iran : les Kurdes et Ftahallah Gülen. Elle attendra que la nouvelle administration Trump lui donne satisfaction sur ces deux problèmes, avant de négocier directement avec Washington et combattra Daech et le Front al-Nosra, en coopération avec Moscou, si tel est son bon vouloir. Sinon elle optera pour Moscou.

Synthèse proposée par Mouna Alno-Nakhal

16/01/2017

Notes :

[1] Treasury Sanctions Syrian Officials In Connection With OPCW-UN Findings Of Regime's Use Of Chemical Weapons On Civilians

<https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/jl0701.aspx>

[2] مصدر روسي: دعوة أطراف مفاوضات أستانا يتم عبر إعلان روسي تركي إيراني مشترك فقط

<https://arabic.rt.com/news/858665-%D9%85%D8%B5%D8%AF%D8%B1-%D9%81%D9%8A-%D9...>

[3] وفد أنقرة إلى الأستانة: طغيان «إخواني»

<http://al-akhbar.com/node/270784>

[4] Les 44 noms des participants présumés de la délégation garantie par la Turquie

<http://al-akhbar.com/sites/default/files/pdfs/20170112/doc20170112.jpg>

[5] مفاخرة أردوغان

<http://www.al-binaa.com/archives/article/155019>

[6] Vidéo / Al-Ikhbariya [M. Mahdi Dakhllallah]

<https://www.youtube.com/watch?v=RGTRcZHSvGc&feature=youtu.be>

[7] La Russie et les Etats-Unis arrachent un accord sur la Syrie

<https://fr.sputniknews.com/international/201609101027692664-russie-usa-syrie-treuve/>

[8] Terms of Reference for the Joint Implementation Group

<https://drive.google.com/file/d/0ByiEVtkT2lztIR6MXM/view>

[https://www.washingtonpost.com/r/2010-2019/WashingtonPost/2016/07/13/Editorial-Opinion/Graphic\\_s/terms\\_of\\_reference\\_for\\_the\\_joint\\_implementation\\_group.pdf](https://www.washingtonpost.com/r/2010-2019/WashingtonPost/2016/07/13/Editorial-Opinion/Graphic_s/terms_of_reference_for_the_joint_implementation_group.pdf)

[9] Details of Syria Pact Widen Rift Between John Kerry and Pentagon

[https://www.nytimes.com/2016/09/14/world/middleeast/syria-john-kerry.html?\\_r=0](https://www.nytimes.com/2016/09/14/world/middleeast/syria-john-kerry.html?_r=0)

[10] Syrie : Qui est dans le déni de la réalité ? Le président al-Assad lance une solution politique de la crise en Syrie.

<http://www.mondialisation.ca/le-president-al-assad-lance-une-solution-politique-de-la-crise-en-syrie/5318025>

[11] Les Tunisiens unanimes : « Non au retour des terroristes » !

<http://www.tunisiefocus.com/politique/tunisiens-unanimes-non-retour-terroristes-163536/>

[12] Vidéo / Top News Nasser Kandil du 16 janvier 2017

<https://www.youtube.com/watch?v=fjibu-Pz6o>

\*\*\*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Mouna Alno-Nakhal](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Mouna Alno-Nakhal](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)